EDITION HEBDOMADAIRE

Fondée en 1827

W.S.S. WAR SAVINGS STAMPS ISSUED BY THE UNITED STATES GOVERNMENT

W.S.S. WAR SAVINGS STAMPS ISSUED BY THE UNITED STATES GOVERNMENT

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Howard Library,
Camp and Howard.

POLITIQUE LITTERATURE — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS

VOLUME 89 — NOUVELLE-ORLEANS, LNE., MARDI, 27 JUILLET 1920. — NO. 124

DERNIERES NOUVELLES LOCALES

La grande grève des tramways de la ville, qui a commencé le 1er juillet, a été terminée dimanche, 25 juillet. L'affaire sera réglée par un comité d'arbitration, composé du Maire Behrman et de deux autres citoyens. Il était temps de mettre fin à cette triste affaire, qui a durée vingt-cinq jours, a été la cause de la perte de plus de trois millions de piastres aux ouvriers et au commerce, a mis le désarroi ~~dans~~ toute la ville, et a été la cause de la *mort de* plusieurs personnes et de nombreux accidents ou beaucoup de personnes ont été plus ou moins sérieusement blessées.

Les deux factions du parti démocratique de la ville ont choisi leurs candidats pour les différentes places à remplir à la prochaine élection primaire, le 14 septembre, comme suit: *Democrates Réguliers*—Maire, Martin Behrman; Conseil de ville, Charles S. Barnes, Maurice B. DePass, Thomas Harrison, Paul H. Maloney. Avocat de district, A. D. Henriques; shérif criminel, Richard Mereshith; shérif civil, Louis Knop; coroner, Dr. Jos. A. O'Hara; greffier, cour civile, Thos. Sonnier; recorder des hypothèques, Venustus G. Williams; gardien des registres, Edw. P. Brandao.

O. D. A.—Maire, Andrew J. McShane; Conseil de ville, Stanley W. Ray, Richard M. Murphy, Wilbert M. Black, John R. Norman. Avocat de district, Robert H. Marr; shérif criminel, George E. Williams; shérif civil, Paul H. LaBesque; greffier, cour criminelle, Edw. A. Haggerty; greffier, cour civile, John J. O'Neill; recorder des hypothèques, Edward T. Dunn; gardien des registres, Wm. J. Oberle.

Un navire japonais est arrivé à la Nouvelle-Orleans avec une cargaison de soixante sacs de sucre venant du Java.

Les enfants des écoles publiques ici se rendront à leurs études à un prix réduit si les efforts que vont faire les membres du bureau réussissent.

LES EFFETS DE LA PROHIBITION

L'Histoire est toujours pleine d'enseignements. C'est donc vers elle que devraient se tourner les Américains pour y trouver indication et inspiration.

Deux prophètes se dressent aujourd'hui devant le public: W. H. Anderson, qui défend de prendre du vin, et Edouard Barthe, un député du Midi de la France, qui conseille d'en boire.

Or, M. Barthe explique l'Histoire, il l'explique par le vin. Savez-vous pourquoi la race intelligente des Sarrasins s'étiola et perdit sa splendeur? Savez-vous pourquoi la civilisation chinoise s'endormit il y a de nombreux siècles?

La race des Sarrasins s'étiola parce que Mahommet avait défendu l'usage du vin. Et la civilisation chinoise s'endormit parce que le gouvernement chinois fit arracher les plantes de vigne et obligea ses sujets à renoncer à la boisson divine.

M. Barthe crie aux Américains: "Prenez garde, si vous vous obstinez, vous vous endormirez, vous vous étiolerez, vous deviendrez une nation de troisième ordre."

Il avait pu puiser aussi un exemple plus fameux dans le Nouveau Testament, mais d'autres l'ont fait avant lui et ont déjà rappelé ce que fit Jésus aux noces de Cana. Qu'aurait donc fait Anderson devant le divin maître, si par hasard il avait été du nombre des invités?

Essai Impartial de Psychologie Parlementaire

Après six mois écoulés, le pays peut jeter un coup d'oeil en arrière et *se rendre compte des conséquences* de la consultation générale qui a *réglé ses destinées*. Sauf un tiers du Sénat, appelé en janvier prochain à la réélection, tous les corps élus ont été renouvelés. L'expérience fait inéluctable, mais elle était dangereuse. La durée de la guerre avait imposé la prolongation des mandats dont tous, venus à terme à des époques différentes, devaient être quesque au même moment soumis au suffrage, universel ou restreint. Depuis sa fondation, la République n'avait pas subi une pareille épreuve. Elle était hors de cause après une guerre où elle avait montré une discipline, une méthode et une force de résistance patriotique qu'aucun régime n'aurait pu dépasser, et presque partout ses adversaires, vaincus avant la lutte par l'évidence d'une expérience décisive, avaient mis en poche le drapeau de l'opposition.

Cette reconnaissance d'un gouvernement qui durait depuis cinquante ans était un heureux symptôme, mais elle n'était pas, à elle seule, une solution. Un régime politique est un cadre: il vaut par ce qu'il renferme. Quelles tendances agiteraient le pays et fixeraient sa volonté? Irait-il aux partis extrêmes ou réussirait-il à constituer [illegible] ment et de travail? Le nouveau système électoral n'avait été qu'une transaction entre le scrutin de liste majoritaire et la représentation proportionnelle. Qu'allait-il en sortir? Le suffrage universel, se trouvait affaire avec une *promptitude* dans la décision qui étonna ses partisans les plus fermes et il l'a triomphé, dans la République, consacré et pour son développement régulier, la politique dite du bloc national. De Paris, l'exemple avait entraîné la province, où, pourtant, la coalition, gênée et embarrassée par le souvenir des luttes anciennes, montra, avec moins de discipline, une ardeur combative grisée par de plus vastes espoirs.

La défaite du socialisme révolutionnaire et du radicalisme sectaire, qui avait trop souvent cédé à ses menaces, donna au scrutin sa véritable signification. La France victorieuse, qui avait pu, dans le péril, mesurer les responsabilités, donnait un congé formel aux doctrines et aux hommes dont les erreurs et l'imprévoyance avaient risqué de lui coûter si cher. Le socialisme avait vainement tenté d'exploiter la lassitude, les sacrifices et les conséquences de la guerre. Cette guerre même qui infligeait un démenti qui condamnait les tendances internationalistes dont il s'était refusé, malgré tant d'avertissements, à apercevoir la dangereuse duperie. Quant aux radicaux, leur faute avait été de constituer moins un parti qu'une clientèle, exigeante, étroite, avide de places et prompte aux représailles.

Diminués de moitié, le parti socialiste et le parti radical avaient cessé d'être les maîtres et les élections législatives avaient poussé vers leur droite la majorité nouvelle. Etonné, et peut-être un peu effrayé d'avoir cédé à ce courant au delà même de son désir, le pays républicain se porta plus à gauche dans les scrutins qui suivirent. On vit, au cours des élections municipales, se nouer entre les partis d'extrême gauche des coalitions qu'ils avaient, quelques semaines avant, mis une passion égale à dénoncer. D'autre part, le Luxembourg fut le refuge d'un grand nombre de députés avancés que le suffrage universel avait *condamnés*. On jugerait mal cette rectification si l'on n'y voyait qu'une satisfaction accordée à des personnes qui avaient joué un rôle et rendu des services: elle fut une revanche politique. Il faut avouer cette revanche pour comprendre la situation, toute nouvelle et un peu paradoxale, qu'elle a créée, d'un Sénat *politiquement* plus accentué que la Chambre des Députés.

Est-ce donc qu'il reste des questions politiques à régler? A part la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican, je n'en vois guère qui soient précises et urgentes. Mais, en dehors des problèmes législatifs qui se débattent à la tribune, il y a toute une orientation administrative qui s'organise dans les préfectures ou les sous-préfectures *et dont est faite la vie publique* d'un pays. C'est là que s'opposent les intérêts, les ambitions et les influences. C'est là que sévit, pour l'obtention des postes ou des faveurs, cette maladie de la recommendation qui reste la plaie vive de notre démocratie militante. Je sais, jusqu'à l'évidence, qu'il n'y a rien de noble dans la politique ainsi entendue et qu'elle mène loin de l'intérêt général tel qui mériterait d'être envisagé et défendu. Mais il faut compter avec des mœurs et des habitudes dont la guerre, par ailleurs libératrice et purificatrice, ne nous a pas débarrassés autant qu'on pouvait l'espérer et qu'on devait le vouloir.

C'est donc une question d'orientation qui [illegible] heures, et sur le terrain politique, d'opposer le Sénat, teinté de radicalisme, et la Chambre, moins ardemment rodée. Par contre, les députés de cette Chambre, renouvelée dans ses deux tiers et rajeunie, ont une volonté de réformes sociales dont la hardiesse étonnera et secouera le modérantisme sénatorial. Les anciens combattants, nombreux au Palais-Bourbon, où leur solidarité forme une masse compacte qui est prompte à s'émouvoir, ont rapporté des tranchées et des batailles le sens d'une égalité fraternelle dans laquelle leurs divergences, sacrifiées au souci d'une justice plus grande, viennent se fondre, s'apaiser et abdiquer. Les souffrances qu'ils ont endurée en commun, en face de la mort si voisine, leur ont révélé la loi supérieure de la vie, la vanité des classifications artificielles et des distinctions arbitraires, la nécessité durable de l'amitié française. Ils sont revenus plus ardents au bien et plus sensibles au mal social. Leur sens pratique se refuse aux utopies périlleuses et leur volonté d'action répudie les luttes stériles. Ils ne veulent que ce qu'ils peuvent, mais ils savent ce que les hommes se doivent les uns les autres pour parvenir aux fins d'un humanité meilleure. Hostiles aux théories socialistes, contre lesquelles ils ont été élus, il ont une doctrine sociale, qui va aux réalités sans se payer de mots. Héros de la guerre, ils en méprisent les profiteurs, qu'ils n'épargneront pas. Ils ne manquent ni de talent, ni de courage. S'ils n'oublient pas leur origine, et s'ils ne se dispersent pas, je crois qu'ils feront une besogne digne de la France.

LOUIS BARTHOU,
de l'Académie française,
Ancien Président du Conseil.

Une ligne d'aéroplanes sera bientôt établie entre Chicago et New York, pour passagers et fret, qui fera le voyage en dix heures, d'après M. Alfred W. Lawson, l'inventeur d'un aéroplane surpassant en vitesse et sécurité tout ce qui a été construit jusqu'à présent en Europe et en Amérique. L'embarcation voyagera sans faire aucun bruit et sera d'une capacité de 5000 livres de poids mort, et contiendra des cabines avec toutes les accommodations pour passagers comme sur nos trains de luxe.

Les Causes Morales de la Vie Chère.

Les causes positives et matérielles, les plus savants spécialistes les *ont beaucoup étudiées déjà* et ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord. Les causes morales, on les a trop négligées. Elles tiennent à notre caractère national, plus décidé aux grands sacrifices qu'aux petits, et qui se prête mieux à l'héroïsme qu'à la privation quotidienne. Les divers gouvernements, depuis la guerre, ont d'instinct et plus peut-être que par raisonnement, favorisé ces tendances. L'Etat a prodigué ses ressources pour qu'à l'arrière la nation souffrit le moins possible. Il a haussé et fait hausser formidablement salaires et bénéfices de *toutes sortes* pour donner à la production de guerre le maximum d'intensité et imposer silence à tous les mécontentements. Il a créé ainsi un état d'esprit qui permettait d'attendre la victoire. Sur ce système se sont greffés encore de honteuses spéculations qui l'ont aggravé.

Le résultat est qu'on a mangé en herbe, pour une part, la moisson de la paix: *ce sont nos mœurs* imprévoyantes. La vie chère d'aujourd'hui, elle était contenue dans la vie pas assez chère et pas assez difficile des années 1914, 1915 et 1916. Nous nous sommes conduits en foule de famille vivant sur un héritage et par avance le dévorant morceau à morceau. En Angleterre et en Belgique, on a agi plus prudemment, il n'y a qu'à reconnaître tion au moment où l'héritage est arrivé. Lorsqu'on a ce tempérament, il n'y a qu'à reconnaître ses erreurs et à se mettre au travail.

ALFRED CAPUS,
de l'Académie française.

Mot Inédit de Clemenceau

Shanghaï.—Parlant dernièrement à Shanghaï, M. Lamont, le grand financier américain, rappela un mot inédit de M. Clemenceau, qu'il recueillit personnellement au moment de la conférence de paix. Ayant rencontré le Tigre, dit-il, je lui fis remarquer que le Président Wilson était épuisé de travail, tandis que lui et Lloyd George ne donnaient pas un effort aussi constant.

—Nous dites que le Président Wilson est accablé de travail, et moi donc! N'ai-je pas à lutter contre Lloyd George, qui croit être Napoléon Bonaparte, et contre Wilson, qui croit être Jésus-Christ.

Virgil Moore, de Los Angeles, vient d'inventer un autoplane capable de voler et de rouler tour à tour. C'est une combinaison d'automobile et d'aéroplane.

Consulat Général de France à la Nouvelle-Orléans.

Biens Séquestrés des Alsaciens-Lorrains

Le Consulat Général de France à la Nouvelle-Orléans a l'honneur d'informer ses compatriotes qu'avant de se séparer, le Congrès des Etats-Unis a voté une loi autorisant le retour aux Alsaciens-Lorrains des biens leur appartenant, et qui, pendant la guerre, avaient été placés sous séquestre par le gouvernement des Etats-Unis.

Les intéressés pourront s'adresser à ce Consulat Général, qui leur fera connaître les dispositions de la nouvelle loi et leur fournira tous renseignements utiles sur la procédure à suivre pour obtenir la restitution de leurs biens.

Une dépêche officielle de Varsovie annonce la prise de la ville de Dubno par les Polonais.

L'Impérialisme Allemand

A défaut d'une nationalité allemande, d'une démocratie allemande, ce qui subsiste certainement, c'est un impérialisme politique allemand. Oui, il est abattu, il est affaibli, il est désarmé. Mais il *reprend* des forces. L'histoire marche à grands pas. D'Iéna à la campagne de France, il y a quelques années; entre les "Adieux de Fontainebleau" et le débarquement au golfe Juan, il y a quelques mois.

L'impérialisme militaire allemand a perdu de sa vigueur; nous pouvons *admettre* même qu'il a perdu de sa confiance en lui-même et, pour le moment, de violence agressive. Considérons, cependant, qu'il reste debout au milieu d'une Europe à demi détruite. La Russie n'est plus un contrepoids: qui sait si elle ne deviendra pas pour l'Allemagne une réserve et un champ d'*exploitation*? Les Etats voisins de l'Allemagne: Pologne, Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Serbie, Grèce, vont passer par les crises de l'enfance, de l'adolescence, de la croissance. Les autres voisins, Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Hollande, Suisse, n'ont pas osé se prononcer. D'ailleurs, ils sont faibles, eux aussi. A supposer qu'ils veuillent lutter, un jour, pour leur indépendance menacée, comment résisteraient-ils à une pression allemande habilement et fortement exercée? Le sort de l'Autriche, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Turquie, hier alliées de l'Allemagne, se décide à peine, et dans quel sens? L'Allemagne a conservé, dans ces pays subalternisés, des intérêts et des partisans.

Les soixante millions d'Allemands unis qui voulent ou subir leur destinée ou s'irriter contre elle ne manquent pas de moyens pour troubler une Europe déjà troublée, pour affaiblir une Europe déjà si divisée.

N'en auraient-ils pas d'autres, qu'il leur resterait l'arme économique et la propagande révolutionnaire; car l'impérialisme économique et social allemand subsiste, et c'est lui, *peut-être*, qui, dans les circonstances présentes, est le plus à craindre.

L'impérialisme économique.—Parmi les raisons qui ont dû déterminer le Conseil des Quatre à maintenir, sans réserve, l'unité allemande, bismarckienne, l'une des principales a été, sans doute, l'avantage de pouvoir exiger, d'un bloc resté puissant, le paiement des réparations de guerre; le chiffre de ces réparations s'élevant, en raison de la rage de destruction des Allemands à des sommes inouïes, si l'on avait affaire à une poussière de peuples, cette dette formidable eût paru compromise.

Raison assurément des plus sérieuses et d'une réalité autrement pressante et tangible qu'une thèse enseignée et diffusée, comme un dogme, par MM. les professeurs. Ainsi, l'on en est arrivé à sacrifier beaucoup à l'unité économique allemande et, par suite, à son unité politique.

Mais une conséquence de ces ménagements apparaît aussitôt. En fait, l'Allemagne économique est à peine atteinte. Le sol allemand n'a pas été touché, sauf tout à fait au début de la guerre, dans une partie de la Prusse orientale. L'agriculture, l'industrie, le commerce, n'ont pardu que relativement peu: la main-d'œuvre est, il est vrai, diminuée par la mort des hommes; mais l'Allemagne a encore une natalité très abondante, et ses pertes en hommes sont proportionnellement moins dures que celles de ses adversaires. En outre, pas une machine, pas un atelier, pas un outil, n'ont été détruits du fait de la guerre. Pas un champ en friche! Tout au contraire, l'outillage, le cheptel, le mobilier, l'argent des pays envahis, Belgique, France du Nord, Pologne, Serbie, ramassés par la capidité, sont soigneusement cachés et gardés par l'avarice teutonne. Il n'y a pas un particulier que la guerre n'ait enrichi. La dette extérieure allemande est, de toutes les dettes des belligérants, celle qui s'est le moins accrue. Les usines ont travaillé pendant la guerre et ont accumulé des stocks considérables. En un mot, l'Allemagne économique est prête à "repartir" et, certainement, elle a de l'avance sur plusieurs de ses concurrents anciens, la France, la Belgique, la Pologne, l'Autriche, la Russie, l'Italie.

Ajoutons que la guerre elle-même, malgré les maux qui l'accompagnent d'ordinaire, paraît avoir présenté, pour l'Allemagne du travail, de réels avantages. Sa population s'est habituée à vivre de peu, à tirer de son sol une bonne partie des produits qu'auparavant elle faisait venir de l'étranger; elle s'est ingéniée, dans la période du blocus, à découvrir des procédés nouveaux, notamment en ce qui concerne la chimie des engrais, procédés qui, peut-être, lui permettront d'aborder, demain certaines concurrences dans des conditions dont le monde sera surpris.

Il est vrai, ces avantages (tout relatifs, d'ailleurs, car il ne faut rien exagérer, sont maudicapés par la perte de plusieurs provinces laborieuses et fertiles,—en premier lieu, l'Alsace-Lorraine,—par la nécessité présente de reconstituer le stock des matières premières, d'améliorer le change, de parer au déficit des moyens de transport maritime. Enfin et surtout, l'Allemagne économique est obligée, si elle veut rentrer dans le concert des grandes affaires mondiales, de supporter le fardeau de ces dettes de la réparation dont sa folie destructrice l'a rendue responsable.

Considérant cette situation dans son ensemble, les puissances ont pensé, sans doute, qu'une Allemagne unie présentait, comme on dit, une surface qui seule permettait d'asseoir les combinaisons financières nécessaires pour garantir le paiement des indemnités. Elles ont donc laissé l'Allemagne économique debout.

Mais il faut bien reconnaître que, malgré toutes les précautions prises au traité, l'unité économique allemande peut prendre, à bref délai, le caractère d'un impérialisme économique. L'histoire de l'Europe sait que le Zollverein est, au milieu de l'Europe, une puissance redoutable. L'Allemagne, ayant un intérêt commun à agir, va combiner en commun son action; on ne peut l'en empêcher et, malgré les précautions prises par le traité (partie X, Clauses Économiques, et, notamment, par le chapitre III, articles 274 et suivants), il est probable que l'Allemagne saura tirer parti de l'ensemble des avantages qu'il ne pouvait être question de lui enlever du moment où l'on s'attardait au principe de son unité.

Sûrement, les deux grands impérialismes économiques, l'Anglais et l'Américain, savaient ce qu'ils faisaient et ils ont abordé, en parfaite connaissance de cause, leur grand rival d'hier. S'ils l'ont laissé debout, c'est qu'ils n'ignoraient pas qu'entre gens d'affaires on finit toujours par s'entendre, et ils ont pensé que mieux vaut, tout compte fait, une Allemagne relevée avec laquelle on peut parler, qu'une Allemagne en déliquescence et s'accompissant sur sa ruine.

L'impérialisme social allemand. Les considérations économiques qui viennent d'être exposées n'auraient pas suffi, que l'on se sentait pressé par les considérations d'ordre social agissant dans le même sens. Personne n'ignore l'action exercée par tous les partis socialistes sur les gouvernements des puissances alliées et associées, en vue de les amener et même de les contraindre à "ménager" l'Allemagne.

Il ne fait nul doute que ces gouvernements ont obéi, dans une certaine mesure, les uns et les autres aux injonctions, souvent brutales, qui les sommaient de se conformer aux programmes internationalistes et marxistes.

La lutte contre le capital est devenue un des articles de foi du gouvernement actuel en Allemagne; il s'est fait ainsi une clientèle internationale à peu de frais. Inutile de citer les appels sans nombre adressés par la voix de la presse ou les conseils perfides insinués par le moyen de la propagande occulte aux partis de la révolution dans tous les pays du monde, depuis l'avènement du nouveau régime soi-disant démocratique en Allemagne. L'organisation défaitiste, *remontant* aux pires moments de la guerre, s'est adaptée à miracle à ce nouveau jeu. En un mot, l'impéralisme économique s'est doublé d'un impérialisme social de même origine.

GABRIEL HANOTAUX,
de l'Académie française.

DERNIERES NOUVELLES DE PARTOUT

True translation filed with the Postmaster, at New Orleans, La., on Tuesday, as required by Act of October 6, 1917.

La délégation allemande va demander au conseil suprême des alliés la permission d'augmenter leur armée sur la frontière de la Prusse pour empêcher l'invasion de son territoire par les bolshevistes.

Paris—La Chambre des députés a approuvé les résultats de la conférence de Spa, entre les représentants alliés et allemands, par un vote de 420 contre 152.

Les autorités militaires russes ont accordée un armistice aux Polonais, à la veille de la prise de Varsovie par les russes. Les Polonais étaient rendus à leurs dernières ressources et avaient à lutter contre cinq ou six fois leur nombre.

D'après une autre dépêche, les Polonais se sont emparés des forts et de la ville de Grodno, sur la rivière Niemen. Les journaux de Lemberg annoncent que des officiers russes à l'hôpital de cette ville disent que la démoralisation est complète dans les rangs bolshevistes.

Les troupes françaises ont repris leur marche sur Damas, en Syrie, pour repousser les attaques du Prince Fe sal, qui a recommencé à faire la guerre aux Français, après avoir accepté les conditions imposées par le général Gouraud, commandant les troupes françaises en Syrie.

Vincent Witos, chef du parti des paysans et président du parlement polonais, a été choisi comme premier ministre du nouveau gouvernement.

Le roi Alexandre, de la Grèce, est entré à Adrianople, qui a été occupé par l'armée grecque samedi dernier.

Lloyd George, premier ministre anglais, est sérieusement malade et son médecin lui a ordonné de prendre un long repos.

Le ministère anglais va faire de sérieuses démarches pour établir des relations commerciales avec le gouvernement russe, qui fait de grands efforts pour renouer des relations cordiales avec tous les gouvernements alliés. Le cabinet français n'est pas en faveur de ce mouvement des Soviets, à moins que les russes garantissent le paiement des vieilles dettes étrangères.

Spa.—En prévision de l'issue des pourparlers de Spa, les puissances alliées et associées se sont mises d'accord, aussi bien militairement que politiquement; par conséquent, elles sont prêtes à toutes les éventualités et pourront agir, suivant le cas, dès le jour même de la clôture de la conférence.